

RE PUBLIQUE FRANÇAISE

EH/ES

SECRETARIAT
D'ÉTAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES

PARIS. Le 16 juillet 1984

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉFÉRENCE À RAPPELER

FP/3 N° 1 68

Le secrétaire d'Etat auprès du
Premier ministre, chargé de la
Fonction publique et des réformes
administratives

à

Mesdames et Messieurs les ministres
et secrétaires d'Etat

OBJET Accès à la fonction publique des majeurs protégés.

REF : Ma circulaire FP/1956 du 20 avril 1986

Mon attention a été appelée sur le cas d'handicapés mentaux qui, placés
tutelle ou en curatelle en application de l'article 488, 2ème alinéa, du code
civil, perdent de ce fait leurs droits civiques et ne peuvent, par voie de
conséquence, être recrutés ou titularisés dans des emplois publics.

Comme vous le savez, ces mesures ont pour objet en règle
générale de protéger les intéressés dans leur vie quotidienne,
l'altération de
leurs facultés mentales leur interdisant de pourvoir seuls à la gestion
de leurs intérêts, mais n'impliquent nullement qu'ils soient indignes
de la qualité de fonctionnaire.

Or, l'article 5-2° de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant
droits et obligations des fonctionnaires, qui prévoit que nul ne peut avoir
la qualité de fonctionnaire s'il ne jouit de ses droits civiques, a
pour but de protéger l'administration et ses usagers contre les agisse-
ments de personnes dont les qualités peuvent être gravement mises en
doute en raison de précédentes condamnations ayant abouti à la privation des
droits civiques.

.../...

Mais il apparaîtrait contradictoire avec l'objectif d'insertion des personnes handicapées. que j'ai récemment rappelé dans ma circulaire n° 1556 du 20 avril 1984 que cette disposition puisse entraîner l'exclusion de l'administration des handicapés mentaux.

L'Interdiction d'accéder à la fonction publique qui en découlerait pour eux serait d'autant plus critiquable que la mise sous tutelle ou sous curatelle n'implique nullement que les intéressés soient dans l'impossibilité d'assurer normalement certaines tâches professionnelles.

C'est pourquoi je vous recommande de ne pas écarter a priori de la titularisation les handicapés mentaux placés sous un régime de protection. Il faut cause de leur état physique si, par ailleurs, ils vous paraissent susceptibles de remplir de manière satisfaisante les fonctions qu'ils postulent.

JIL

Anicet LE f>Ollf!i